

ACTION URGENTE

UN MILITANT BLESSE PAR BALLE PAR LA POLICE PRIVE DE SOINS MEDICAUX ADEQUATS

Un militant politique papou, Yakonias Womsiwor, souffre beaucoup des deux jambes depuis plus de deux semaines en raison de blessures dues à des coups de feu tirés par la police. Alors qu'il ne peut pas se tenir debout à cause de ces blessures, la police ne lui a pas permis de recevoir des soins médicaux adéquats.

Le 15 septembre 2018, des membres des forces de police de la région de Mimika ont tiré sur **Yakonias Womsiwor**, le touchant aux deux jambes, lors d'une descente menée conjointement par la police et l'armée au bureau de la branche de Timika du KNPB (Comité national de Papouasie occidentale), une organisation indépendantiste papoue. Neuf membres du KNPB ont été arrêtés.

Lors de ces arrestations, des policiers ont tiré sur deux membres du KNPB, affirmant qu'ils les avaient menacés avec des armes tranchantes. Yakonias Womsiwor a subi trois blessures par balle aux cuisses, deux autres aux tibias et une à la plante du pied. L'autre membre du KNPB a été touché une fois à la jambe droite. Après leur arrestation, la police a emmené les deux hommes dans un hôpital de la ville de Timika afin que leurs blessures soient nettoyées et pansées. Trois jours plus tard, ils ont de nouveau été conduits à l'hôpital pour qu'on leur nettoie leurs blessures et qu'on leur change leurs pansements.

À cause de ses blessures par balle, Yakonias Womsiwor ne peut pas se tenir debout et selon ses avocats, il continue de beaucoup souffrir, ce qui incite à craindre que ses os n'aient été touchés. La police a rejeté toutes les demandes que lui ont adressées ses avocats pour qu'il reçoive de meilleurs soins médicaux.

La police a relâché les sept autres membres du KNPB sans inculpation le jour même de leur arrestation. Yakonias Womsiwor et l'autre homme qui a été blessé par balle sont détenus au poste de la brigade de police mobile (Brimob) de Mimika, et ils sont inculpés de détention d'armes tranchantes au titre de l'article 2(1) de la Loi d'exception n° 12/1951, et de menaces de violences dirigées contre des représentants des forces de l'ordre au titre de l'article 214 du Code pénal indonésien.

L'article 10(1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques oblige les États parties, notamment l'Indonésie, à traiter tous les prisonniers avec humanité. L'Ensemble de règles minima de l'ONU pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) dispose que les prisonniers ayant besoin de soins qui ne peuvent leur être prodigués à l'hôpital, au dispensaire ou à l'infirmerie de la prison doivent être soignés dans un établissement civil adapté, et que tous les soins nécessaires doivent être gratuits.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en bahasa indonesia ou dans votre propre langue :

- Demandez aux autorités de veiller à ce que Yakonias Womsiwor reçoive immédiatement et intégralement tous les soins médicaux dont il a besoin ;
- et de veiller à ce qu'il soit protégé de la torture et des autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'il puisse communiquer régulièrement avec sa famille et ses avocats.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 NOVEMBRE 2018 À :

Chef de la police régionale de Papouasie

Irjen Martuani Sormin
Papua Regional Police Headquarters
Jl. Sam Ratulangi No. 8
Papua Province
Indonésie 99115
Fax : +62 96 753 3763
Twitter : @HmsPoldaPapua
Formule d'appel : Dear Inspector General, / Monsieur,

Directeur de cabinet du président (KSP)

General (Retired) Moeldoko
Gedung Bina Graha
Jl. Veteran No. 16 Jakarta Pusat
DKI Jakarta Indonésie 10110
Twitter : @KSPgoid
Fax : +62 21 345 0009
Courriel : webmaster@ksp.go.id
Formule d'appel : Dear General, / Monsieur,

Copies à :

Président de la Commission nationale des droits humains (KOMNAS HAM)
Mr. Ahmad Taufan Damanik
Jl. Latuharhary No. 4B, Menteng
Jakarta Pusat, DKI Jakarta
Indonésie 10310
Fax : +62 21 392 5227
Courriel : info@komnasham.go.id

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN MILITANT BLESSE PAR BALLE PAR LA POLICE PRIVE DE SOINS MEDICAUX ADEQUATS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ces dernières années, le KNPB (Comité national de Papouasie occidentale) a organisé des manifestations de masse dans plusieurs villes de la Papouasie pour réclamer l'autodétermination pour les Papous, y compris une éventuelle indépendance vis-à-vis de l'Indonésie par voie de référendum. Le KNPB affirme que sa stratégie politique est non violente, mais d'après certaines informations, des membres de cette organisation ont commis des violences.

Amnesty International a recueilli des informations sur des cas de recours à la force et aux armes à feu inutile et excessif, et d'utilisation de la torture et d'autres mauvais traitements à l'encontre de militants politiques, entre autres, accusés d'avoir des liens avec des groupes indépendantistes, notamment à l'encontre de membres du KNPB. Il est rare que les auteurs de tels actes soient amenés à rendre des comptes, et les membres des forces de sécurité concernés reçoivent tout au plus des sanctions disciplinaires.

Amnesty International ne prend aucunement position sur le statut politique des provinces d'Indonésie, ni sur les appels à l'indépendance. Cependant, l'organisation estime que le droit à la liberté d'expression comprend le droit de militer pacifiquement en faveur de l'indépendance ou de toute autre solution politique n'impliquant pas d'incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence.

Les autorités indonésiennes sont tenues, aux termes du droit international, de traiter tous les détenus avec humanité, y compris en leur fournissant des soins médicaux adéquats. De plus, l'article 17 du règlement n° 32/1999 du gouvernement indonésien relatif aux conditions et procédures concernant l'exercice des droits des prisonniers oblige l'administration pénitentiaire à fournir aux prisonniers un accès à des soins médicaux adéquats.

Nom : Yakonias Wamsior
Homme

AU 177/18 ASA 21/9186/2018 3 octobre 2018